



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

Hors-série N° 2

Partenariats - Société civile - Solidarité civique

L'année dernière a été, pour notre association, profondément marquée par des contacts de tous ordres avec des autorités officielles, tant suisses que roumaines. Les différentes manifestations liées au centenaire des relations diplomatiques entre la Suisse et la Roumanie nous ont permis d'avoir la confirmation que notre ONG est pleinement reconnue comme membre à part entière de la société civile et que son engagement civique

est tout autant. Cette reconnaissance officielle doit aussi nous rendre attentifs à la *visibilité* et à la *lisibilité* de notre engagement. Il n'y a pas seulement ce que nous faisons ; il y a aussi l'image que nous donnons de notre mouvement et celle que les autres perçoivent de nous, tant en Suisse qu'en Roumanie.

Nous ne faisons pas de politique politicienne et c'est probablement parce que nous n'en faisons pas que les autorités diplomatiques nous consultent à cause de nos partenariats concrets et suivis, et de notre bonne connaissance du terrain. Deux exemples. Dernièrement, une délégation de notre Comité a été invitée à l'Ambassade de Roumanie pour discuter de l'opportunité d'une rencontre des différentes associations en relation de partenariat avec la Roumanie. S.E. Madame OPRIȘ, Ambassadeur en Suisse depuis l'automne dernier, nous en dira plus lors de l'Assemblée générale. Par ailleurs, prochainement, il est aussi prévu de rencontrer une délégation de journalistes, responsables de médias roumains, en visite en Suisse sous la coordination du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) et de l'Ambassade suisse à Bucarest.

A côté de l'impact officiel, notre mouvement attire aussi le regard plein d'intérêt de personnes privées, qui ont été amenées à découvrir l'OVR de différentes manières. Le hasard des rencontres et la richesse des échanges font que la mouvance *Opération Villages Roumains* va être analysée par deux regards extérieurs à l'association. Le premier sera celui de M. Viorel HÂRȘAN, étudiant roumain à l'Université de Fribourg ; il présentera une évolution de la dimension civique d'OVR et l'impact qu'il a eu en Roumanie, vu de l'extérieur. Le second, abordera l'évolution de la société civile en Roumanie même, ainsi que l'impact qu'un mouvement comme OVR a pu avoir sur l'évolution de l'engagement civique dans le pays ; il sera présenté par Mme Violeta BARBU, historienne, membre de l'Académie roumaine, et elle-même engagée dans la société civile de son pays. Le premier regard, externe, sera présenté à l'Assemblée générale de cette année-ci ; le second, interne, le sera lors de l'Assemblée générale de l'année prochaine. Un beau « cycle » en perspective !

Le Comité

Ce numéro « hors-série » constitue un tiré à part de la série d'articles de Mme Violeta BARBU, parus dans les numéros 43 (avril 2012) à 46 (avril 2013), sur « La recherche historique en Roumanie ».

Nous avons également gardé l'éditorial du N° 43, qui constitue une sorte de contexte sur la *société civile* et la *société civique* dans lequel s'inscrit cette série.

Un lien est aussi établi entre cette série et la *Fundația Culturală Memoria*, qui publie une revue historique consacrée à la mémoire récente de ce qui s'est passé dans la Roumanie de l'époque communiste, ainsi que de ses prolongements actuels.

S o m m a i r e

- **La recherche historique en Roumanie**
Les enjeux institutionnels (I)
- **La recherche historique en Roumanie**
Les enjeux institutionnels (II)
- **La recherche historique en Roumanie**
Le renouvellement méthodologique (III)
- **La recherche historique en Roumanie**
Quelle Histoire et quelle mémoire enseigner? (IV)
- **OVR dans une revue historique roumaine**
Fundația Culturală Memoria

Textes : Violeta BARBU & Hubert ROSSEL

Photos : Archives de l'Institut d'Histoire Nicolae Iorga, Violeta BARBU, Pierre LEBACQ, Hubert ROSSEL, <http://amazon.fr>, <http://ecx.images-amazon.com>, <http://foaienationala.files.wordpress.com>, <http://sighet.ro>, www.corneliu-coposu.ro, www.lefigaro.fr, www.presseurop.eu
Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

La recherche historique en Roumanie

Les enjeux institutionnels (I)

Lorsque j'ai rencontré l'auteur de cet article, Mme Violeta BARBU, au dernier trimestre de l'année dernière, j'ai directement été attiré par cette personnalité ouverte et attachante. La rencontre eut lieu lors d'un colloque organisé sur l'histoire du peuplement d'une région de la Transylvanie, l'accent spécifique portant sur les châteaux, les manoirs et leurs habitants dans l'ancien territoire des Sicules. L'organisatrice principale de la rencontre scientifique, Kinga Tüdös, est professeur honoraire de l'Institut d'Histoire de l'Académie roumaine des Sciences Nicolae Iorga. Et la personne qui a présenté la personnalité de l'historien en mémoire de qui le colloque était organisé n'est autre que Violeta BARBU, du même Institut d'Histoire de l'Académie roumaine, à Bucarest.



Photo: Pierre Lebacqz

Les rencontres informelles nous ont permis de mieux nous connaître, par l'échange de nos points de vue respectifs sur le sujet traité, puis, en élargissant nos propos, sur nos perceptions historiques, nos échelles de valeurs et nos critères de restitution des faits de société... Nous avons une identité de vue assez étonnante, qui passe aussi par le respect de la pluralité des points de vue et la prise en compte de celui/ceux des minorités, culturelles comprises. Quittant le domaine historique au sens strict, nous avons progressivement parlé de nos centres d'intérêt et de nos engagements respectifs dans les domaines non professionnels. Et, de façon naturelle, nous en sommes arrivés à parler aussi de l'*Opération Villages Roumains* et de la spécificité de cette organisation si peu conventionnelle. Mme Violeta BARBU ne connaissait pas du tout le mouvement et l'a découvert, au départ, par les yeux de Pierre Lebacqz, de *Partenariat Villages Roumains* (PVR), qui était aussi présent à ce colloque. A sa demande, nous lui avons envoyé, par la suite, un dossier plus complet sur l'OVR et sur son engagement présent et passé. L'intérêt de Violeta BARBU pour l'OVR porte surtout sur le fait que le réseau est encore fonctionnel, après tout ce temps, et bien vivant. J'ai ainsi découvert une personne sensible et ouverte qui a à cœur, non seulement, ce qui peut apporter une amélioration de la qualité de vie de ses concitoyens, malgré « l'inertie et la corruption [qui] sont tout aussi redoutables que l'acharnement de Ceaușescu », comme elle le dit elle-même, « mais, aussi, la manière de penser notre vie ensemble. Je suis payée pour

le savoir ; moi-même je fais du bénévolat civique depuis bien des années ! »

J'ai parlé aux membres du Comité OVR-CH de notre rencontre au cours du colloque de Sfântu Gheorghe/Sepsiszentgyörgy (CV) et du plaisir que nous avons eu de partager nos expériences réciproques en Transylvanie. Et, après quelques minutes d'échanges, plusieurs membres m'ont suggéré de lui demander si elle ne serait pas d'accord de faire une présentation d'elle-même et de son travail à l'Académie roumaine. Cela nous permettrait d'avoir une meilleure connaissance de cette vénérable institution – dont nous connaissons déjà plusieurs membres qui nous ont envoyé des contributions –, la place qu'occupe l'Institut d'Histoire en son sein et le travail spécifique qui est le sien au sein de cet Institut. Elle a accepté notre proposition et voici la première partie de son intervention, écrite directement en français. Elle a aussi accepté l'invitation que nous lui avons faite de venir nous parler de la « solidarité civique » en Roumanie, telle qu'elle existe ou telle qu'elle pourrait/devoir exister dans le pays, selon elle. Ce sera pour l'année prochaine, lors de notre Assemblée générale de 2013. Entre-temps, nous avons l'occasion de faire sa connaissance au travers de ses écrits.

Madame Violeta BARBU est historienne, spécialisée dans le 17^e siècle. Elle est directrice du département « Sources et histoire sociale de l'Ancien Régime », à l'Institut d'Histoire Nicolae Iorga de l'Académie roumaine. Elle est aussi coordonnatrice de la *Série B - Valachie* de la collection « Documenta Românie Historica ». Ses centres d'intérêt sont essentiellement l'histoire sociale, l'anthropologie historique, l'édition de chartes, l'histoire des pratiques religieuses et la mémoire du totalitarisme. Elle est Professeur invitée à l'EHESS-Paris, à l'Université de Toulouse-Le Mirail, à l'Università Sacro Cuore de Milan, et à l'Institut für Wissenschaften vom Menschen (IWM) de Vienne. A elle, la parole.

Hubert ROSSEL

Le changement d'un régime politique – et d'autant plus le passage d'un régime démocratique à un régime totalitaire de type communiste et, ensuite, le retour à la démocratie comporte des changements radicaux en termes de continuité et de rupture, dans le champ général du savoir et dans le cadre des politiques publiques concernant le champ de la recherche, vu comme un champ social, selon la terminologie bourdelienne.⁽¹⁾

En 1989, les pays de l'Est héritaient d'un système institutionnel qui gérait la recherche d'une manière centralisée et dirigiste, redevable du modèle soviétique, l'*Académie d'histoire de la culture matérielle*, dont le décret fut signé par Lénine même en 1919. Après l'installation des régimes communistes en 1946, la recherche fondamentale fut placée d'un coup sous la tutelle des Académies des sciences, dont la mission était d'assurer, d'un côté, l'emprise de l'idéologie marxiste sous une direction méthodologique et, de l'autre, un contrôle significatif des projets, censés traduire une vision nationale à l'égard des priorités de la recherche.

Le modèle d'aménagement institutionnel mis en place au début des années 50 reposait sur quelques éléments de continuité et sur une rupture bien plus significative.

Eléments de continuité :

1. **L'institution de l'Académie**, héritage des différentes formules occidentales du XVIIe ou XVIIIe siècle (allemande, autrichienne, française, russe de Pierre le Grand). Dans l'intention des élites savantes, les Académies fondées dans les pays de l'Europe centrale et orientale au XIXe siècle avaient une double vocation. Elles fonctionnaient comme des sociétés savantes, c'est-à-dire des instances de reconnaissance publique de l'excellence dans la recherche, à travers des systèmes de recrutement élitistes et autonomes : un corps réduit et fixe de membres, régi par la qualité de la contribution apportée à la production du savoir en différents domaines, la réputation dans « le monde scientifique » ou dans la république des lettres européennes et le service rendu à la patrie. L'autre vocation assignée aux Académies était de sauvegarder la pureté de la langue littéraire à travers les dictionnaires-trésors et les grammaires, et de s'atteler à la collecte et à la publication des documents historiques, dans des collections exhaustives. Des bibliothèques ont été fondées dans ce but, où prirent place les manuscrits et les fonds archivistiques. Du point de vue des ressources, les Académies fonctionnaient comme des fondations privées, en recevant des donations en bien-fonds, immeubles, argent liquide ou d'autres legs concernant le

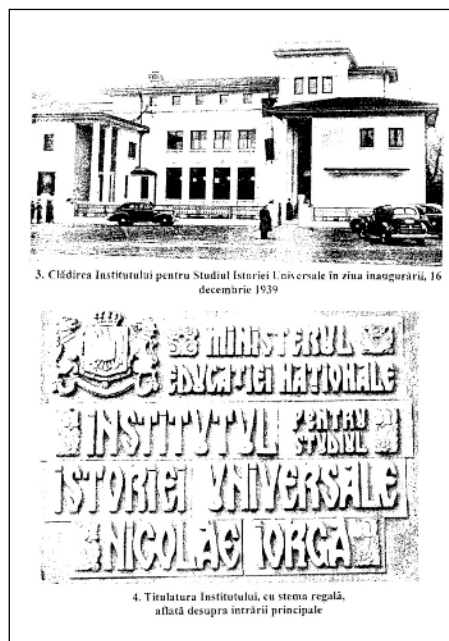
(1) Pierre Bourdieu (1930-2002) est un grand sociologue français qui a étudié les caractéristiques sociales et communautaires des différentes sociétés, ainsi que les relations des individus entre eux à l'intérieur de leur propre société. Il a tenté d'en dégager les principaux mécanismes, tant au niveau des comportements que de la hiérarchisation sociale. Selon lui, des facteurs culturels et symboliques, tant économiques que politiques, gèrent les mécanismes du comportement des gens en société. (ndlr)

patrimoine culturel et historique (collections, bibliothèques et archives privées etc.). Pour ne donner qu'un seul exemple, l'Académie roumaine, fondée en 1866, sous le nom de *Société académique roumaine*, jouissait d'un patrimoine considérable : terrains, forêts, manoirs, hôtels, hôpitaux, fermes agricoles etc., nationalisés par l'Etat communiste en 1946. L'*Académie polonaise des Sciences*, fondée en 1873 à Cracovie, fut une société savante issue des milieux de l'Université médiévale de Cracovie, tandis que l'*Académie hongroise*, la plus vénérable de ces sociétés, fut le fruit de l'initiative du comte István Széchenyi qui lui a octroyé tout son revenu personnel. C'était à Brăila, en Roumanie, que fut fondée la *Société littéraire bulgare* en 1869, devenue Académie en 1878, juste après la guerre d'indépendance de 1877.

Par rapport aux autres institutions analogues des pays voisins, l'Académie roumaine, en tant que société savante, comptait parmi ses membres, des savants provenant des pays habités à l'époque par des minorités d'origine roumaine (Transylvanie, Bucovine, Bessarabie et Macédoine). En 1920, deux sections de l'Académie roumaine s'ouvrirent à l'étranger : l'*Ecole roumaine de Paris* (à Fontenay-aux-Roses) et l'*Accademia di Romania* (à Rome).

Pour réaliser la mission de la recherche, un système de compétition ouverte fut mise en place pour tous les thèmes de recherche ou projets. L'enjeu était considérable, ainsi que les prix accordés aux œuvres les plus valables. Les publications périodiques et les maisons d'éditions, placées sous le patronage des Académies, assuraient la diffusion des résultats de la recherche.

2. Un autre élément de continuité, même si plus fragile, était celui des **instituts de recherche**, indépendants ou liés aux universités. Ce fut le cas des premiers Instituts d'Histoire de nos pays, fondés juste après la Grande Guerre. En Roumanie, l'historien Nicolae Iorga, animé d'une vraie vocation de fondateur, fut l'initiateur de plusieurs instituts de recherche historique, parmi



L'Institut pour l'étude de l'Histoire universelle le jour se son inauguration en 1939

(Photo in: PIPPIDI Andrei, TOMI Raluca et alii, *Institutul de Istorie "Nicolae Iorga", 1937-1948*, Oscar Print, București, 2009, 294)

lesquels se trouve celui qui porte maintenant son nom, l'*Institut d'Histoire universelle*, inauguré en 1939. Nicolae Iorga mettait à la disposition de son institut sa bibliothèque personnelle, qui comptait à l'époque plus de 30 000 volumes et sa collection d'art. En tant que directeur, il habitait avec sa famille dans le bâtiment de l'Institut, en viager. L'Institut d'Histoire universelle intégrait la Faculté des Lettres de l'Université de Bucarest et avait comme mission d'organiser des conférences (deux fois par mois), d'éditer des revues (*Revista Istorică* et *Revue Historique du Sud-Est Européen*) et d'accorder des bourses de recherche aux jeunes doctorants. Le plus important partenaire institutionnel, jusqu'à 1948, fut l'*Institut d'Etudes Byzantines* des Frères assomptionnistes, transféré d'Istanbul à Bucarest en 1938, à l'invitation de Nicolae Iorga. Les deux premiers directeurs de l'Institut d'Histoire universelle, jusqu'à l'installation du régime communiste, eurent un destin tragique : Nicolae Iorga (1938-1940), assassiné par un groupe fasciste et Gheorghe Brătianu (1940-1948), arrêté par les communistes, mort en prison en 1952.

3. Un troisième élément de continuité consiste dans **la place privilégiée accordée à l'histoire positiviste et nationale** dans l'ensemble des sciences sociales et au sein des autres champs du savoir. Cette orientation de la recherche historique, qui traverse la longue durée, dès les débuts et durant la période communiste, n'est pas complètement découplée de la pression politique qui s'exerçait sur le savoir historique. Le positivisme ambiant, soit-il « dix-neuviémiste », soit-il marxiste, magnifiait d'autant plus le travail sur les sources, perçu comme la confrontation nécessaire avec les données expérimentales du savoir historique, que l'Etat faisait un grand effort de collecte et d'organisation des fonds d'archives publiques. Pour obéir aux critères de scientificité qu'elle s'était donnée, la recherche historique tendait à confondre la mémoire sociale avec la mémoire nationale et la mémoire nationale avec la mémoire de l'Etat national. Tout phénomène qui n'apparaît pas sur la scène publique pourrait/pouvait être ignoré par l'historien, non seulement parce qu'il ne correspondait pas à une action consciente et volontaire, mais parce qu'il était censé échapper au mouvement historique.

Parallèlement à ces éléments de continuité, il est légitime de reconnaître quelques éléments de rupture qui ont marqué le passage du système démocratique au système communiste, dans l'évolution de la recherche et de ses institutions :

a) **L'épuration politiques des cadres** : dans les années 1946-1950, la moitié des membres des Académies furent épurés et quelquefois emprisonnés, à côté des autres élites « bourgeoises ». La répression a frappé surtout le corps des historiens, considérés particulièrement responsables des choix politiques des gouvernements d'extrême droite (Roumanie, Hongrie, Bulgarie) ou d'orientation russophobe (Pologne,



Photo: Archives de l'Institut d'Histoire Nicolae Iorga

Roumanie), d'autant plus que plusieurs d'entre eux, en Hongrie et en Roumanie, ont détenu de hautes dignités publiques (chefs de parti, présidents du conseil des ministres, ministres, secrétaires d'Etat, etc.).

b) A l'image de la recherche soviétique, la mise en place, à partir de 1949, d'un **réseau d'instituts de recherches sous le patronage des**

Académies nationales, réformées et épurées, responsables désormais de toute la stratégie et de la production du savoir issu de la recherche fondamentale. Les anciennes unités de recherches indépendantes, héritées de l'Ancien Régime, y furent enrégimentées ou, selon les cas, fermées. Ces nouveaux réseaux n'entretenaient aucun rapport institutionnel avec les Universités, quoique les instituts fussent habilités à organiser des cycles d'études doctorales et à délivrer des diplômes de troisième degré. C'est ainsi que, à la veille de la chute du mur, l'Académie bulgare coordonnait 73 instituts de recherches et 12 centres ; l'Académie roumaine, 60 ; celle de Pologne, installée depuis 1952 à Varsovie, 79 ; tandis que l'Académie hongroise gérait 46 instituts et laboratoires. Afin de renforcer la collaboration scientifique dans les pays satellites de l'URSS, on assurait, à partir des années 1965-1966, la mobilité et les missions des chercheurs par le biais des réseaux d'échanges, des projets et organismes régionaux, revues, séminaires, congrès, etc.

c) **Une planification stratégique** à long terme et au niveau national éliminait le financement par compétition libre, en frayant le chemin à un nouveau statut du chercheur, le chercheur-fonctionnaire public. De grands chantiers, des collections exhaustives, des projets gigantesques déroulés dans la longue durée, mobilisant des équipes mammoths, virent le jour dans tous les pays du bloc communiste. En l'occurrence, dans le champ de l'histoire, où régnait le double impératif de la rapidité d'exécution, mais aussi de la multiplication des sources, le travail solitaire devint inconcevable. Par contre, les collectifs mixtes (paléographes, archivistes, historiens), associés dans des réseaux territoriaux, menaient à bout des travaux gigantesques, collections de chartes,

dictionnaires, bibliographies, traités, même si les critères de qualité furent parfois sacrifiés au nom des rythmes inhumains ou de l'accessibilité pour les « masses populaires ».

d) A ce dessein ambitieux, **des ressources généreuses**. Pour accompagner et encadrer la recherche d'une manière efficace, des instruments administratifs capables de répondre aux nouvelles exigences furent mis en œuvre. La rhétorique de la « bataille » animait les esprits. Les historiens se trouvaient engagés sur « le front de l'histoire », les effectifs se multiplièrent par mille, les livres d'histoire, même les plus spécialisés, jouissaient de tirage de dizaines de milliers d'exemplaires, les instituts les plus réputés acquirent une place de notoriété dans l'espace public, en tant que « navires amiraux » de l'identité nationale.

Au début des années 90, juste après la chute du mur de Berlin, la première question qui agitait les esprits dans le champ de la recherche tournait autour d'un possible et nécessaire éclatement des anciennes Académies, en tant que *patrones* des réseaux de la recherche institutionnelle. La mise en question du système académique, dénoncé en tant qu'instrument de contrôle dogmatique d'inspiration communiste et, en

l'occurrence, soviétique, allait de pair avec une volonté de renouvellement méthodologique. L'urgence de repenser les outils, les problèmes et, en fin de compte, la portée épistémologique de l'approche traversaient toutes les prises de positions de cette période. D'autant plus, dans le champ de l'histoire, profondément affecté par le dogme méthodologique du matérialisme historique dans sa version vulgaire et par le nationalisme, ce renouvellement était accompagné aussi par une pression très forte, au moins dans les premiers mois de l'année 1990, pour nettoyer les débris idéologiques et écarter les historiens partisans serviles du régime défunt. Si justice fut faite au niveau des directions compromises et de la fermeture de quelques instituts dédiés exclusivement à la propagande communiste, le projet de faire éclater le système des réseaux patronnés par les Académies des Sciences se heurta, partout à l'Est, à la résistance des Universités.

Violeta BARBU
Directrice de recherches
Académie roumaine
Institut d'Histoire « Nicolae Iorga »

La recherche historique en Roumanie

Les enjeux institutionnels (II)

Au début des années 90, juste après la chute du Mur de Berlin, la première question qui agita les esprits dans le champ de la recherche dans les pays de l'Est visait un possible et nécessaire éclatement des anciennes Académies, en tant que « patronnes » des réseaux de la recherche institutionnelle. Comme déjà mentionné à la fin de la première partie, la mise en question du système académique, dénoncé comme instrument de contrôle dogmatique d'inspiration communiste et, en l'occurrence, soviétique, allait de pair avec une volonté de renouvellement méthodologique. L'urgence de repenser les outils, les problèmes et, en fin de compte, la portée épistémologique de l'approche traversait toutes les prises de positions de cette période. D'autant plus dans le champ de l'histoire, profondément modelé par le dogme méthodologique du matérialisme historique dans sa version vulgaire et nationaliste, ce renouvellement était également accompagné par une volonté très forte, au moins dans les premiers mois de l'année 1990, d'ébranler les débris idéologiques et d'en écarter les historiens partisans serviles du régime défunt. Si justice fut faite au niveau des directions compromises et de la fermeture de quelques Instituts dédiés exclusivement à la propagande communiste, le projet de faire éclater le système des réseaux patronnés par les Académies des Sciences se heurta, partout à l'Est, à la résistance des universités.

Après une vague de contestation radicale estudiantine, les professeurs les plus compromis furent écartés et remplacés par des chercheurs provenant des Instituts des Académies, moins exposés à la pression idéologique que les historiens-enseignants. Cette migration de cadres affaiblit la recherche patronnée par les Académies.

Mais ce renouvellement rapide des cadres n'aboutit pas à une vraie *re-fondation* des départements d'Histoire des universités. La pression, parfois violente, des étudiants arriva très tôt à bout de souffle, en se heurtant à la résistance du corps des institutions : d'un côté, les Académies mêmes, déjà sérieusement mises en question, voulaient éviter à tout prix une hémorragie de leurs cadres ; de l'autre, les universités (comme ce fut le cas en Bulgarie et en Roumanie) protégeaient leur corps enseignant et tâchaient de le conserver. La résistance fut plus faible en Pologne, où les symboles communistes furent criminalisés, et les professeurs dissidents, tels les historiens Bronislaw Gyeremek et Karol Modzelewski, jouissaient d'une grande autorité morale.

D'autres priorités l'emportaient sur l'effort de purger les universitaires compromis : réformer les manuels scolaires et

préserver la mémoire du communisme, en conservant leurs archives, en danger d'être détruites.

L'inertie institutionnelle, tant au niveau des structures étatiques de la recherche qu'au niveau des universités, visibles partout dans cette région de l'Europe, n'allait pas étouffer complètement les efforts conjoints ou individuels engagés sur la voie de la réforme et de la rupture avec le passé. Le défi institutionnel était trop grand et les enjeux trop importants pour ne pas imaginer des alternatives capables de relancer la recherche historique, la production historiographique et le travail d'édition des sources. Or, pour pouvoir déclencher un tel processus, la priorité absolue fut de repenser la formation des nouvelles générations d'historiens et historiennes, tout en renouant les liens avec la recherche de pointe occidentale. La convergence de nos pays vers l'Europe des 15, quoique difficile et à rythmes historiques divers, s'avéra le vrai catalyseur de ces tentatives d'améliorer la formation à la recherche, surtout au niveau des études approfondies.

Presque naturellement, le regard d'un nombre assez restreint d'historiens roumains, hongrois, polonais et bulgares qui n'avaient pas trahi leur vocation professionnelle et européenne dans les années totalitaires, se tournait vers l'école historique la plus vivace, la plus dynamique de l'Europe au XXe siècle, la plus animée d'un esprit critique si nécessaire à la révision des outils de la recherche : l'école française des Annales, dont l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris reste l'expression institutionnelle la plus fidèle. Dans les années 90 s'ouvrait, dans presque tous les pays concernés, l'ère de la création institutionnelle, qui allait transformer d'une manière significative la formation à la recherche dans le champ de l'histoire et des autres sciences sociales. Passer en revue très brièvement les établissements qui, d'une manière plus ou moins décisive, se sont constitués comme alternatives à la formation universitaire nationale permettra de mieux comprendre le passage de nos sociétés cloisonnées pendant les régimes totalitaires vers des sociétés plus ouvertes, capables d'intégrer l'Europe.

Le premier exemple de cette création institutionnelle est l'*Ecole doctorale régionale en Sciences Sociales Europe Centrale*, fondée en 1996, à la suite d'un accord passé entre les organismes de la francophonie AUPELF-UREF (Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française-Université des Reseter d'Expression Française) et un consortium d'universités ou de Grandes Ecoles francophones : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et Institut

d'Études Politiques (Paris), Université Libre de Bruxelles, Université de Laval (Québec), Université de Neuchâtel (Suisse). Ce réseau à l'appui, l'École Régionale en Sciences Sociales Europe Centrale, dont le siège fut établi à Bucarest, recrutait des étudiants en thèse (DEA et doctorat es-Histoire, Sciences politiques, Sociologie et Anthropologie), provenant des pays de la région, y compris de la République de Moldavie. Parmi les professeurs qui ont délivré des cours pendant l'année préparatoire à Bucarest, il faut rappeler les historiens Jacques Le Goff, Alain Boureau, Jean-Claude Schmidt, Robert Desimon, Jean-Yves Grenier, Pierre Nora, les sociologues Danièle Hervieu-Léger, Rose-Marie La Grave, les « politistes » Dominique Colas et Jean-Michel De Waele. L'établissement appuyait ainsi la formation des jeunes chercheurs qui avaient déjà intégré les universités ou les institutions de recherche des Académies de Sciences, soutenait les mobilités et l'accueil dans une École doctorale des universités du consortium. Un autre but fut celui de renforcer la francophonie dans l'enseignement et dans la recherche, surtout dans les pays où le français était traditionnellement la langue étrangère la plus utilisée. C'est pourquoi des professeurs roumains furent également invités à y donner des cours, à côté de leurs collègues étrangers. De surcroît, l'École régionale mit en place des partenariats avec des institutions ou des centres de recherches (tel le Centre d'Anthropologie juridique de l'Institut d'Histoire Nicolae Iorga), afin d'assurer un double encadrement de ses chercheurs étudiants en thèse.

Dans les pays où la francophonie était plus faible, comme la Hongrie et la Pologne, L'AUPELF-UREF mit sur pied des laboratoires (centres d'études approfondies), comme par exemple le Laboratoire franco-hongrois accueilli par le Département d'Histoire et des Lettres de l'Université Eötvös Loránd (dirigé par l'historien Gyula Benda) et le Laboratoire franco-polonais, monté auprès du Département d'Histoire de l'Université de Varsovie, sous la direction de l'historienne médiéviste Hanna Zaremska.

Fruit d'une initiative privée, la *Central European University* (CEU), à Budapest, prit naissance en tant qu'université régionale, immédiatement après 1990, avec la mission de soutenir l'innovation de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que les échanges académiques entre l'Occident et l'Europe orientale et l'Asie centrale. L'enseignement, délivré en anglais, est centré sur les études approfondies dans les disciplines des sciences humaines, sociales, les lois et le *management*. On doit à la CEU une contribution majeure à la formation des historiens médiévistes dans les pays de l'Est. Un Département d'Études Médiévales est censé organiser les études des deux cycles, sur la base des compétences pluridisciplinaires en histoire, paléographie, théologie, philologie, philosophie, littérature et histoire de l'art.

Néanmoins, le statut de la profession d'historien médiéviste connu, après 1990, des changements spectaculaires. A bien

des égards, la chute du communisme donna un coup de grâce à l'archéologie médiévale, plongée dans une vraie débâcle professionnelle et progressivement abandonnée par les Départements d'Histoire des universités, surtout après la réforme de Bologne. Par contre, quoique tout aussi marginalisée, la formation du personnel spécialisé dans les sciences auxiliaires de l'Histoire (paléographes-archivistes, conservateurs, numismates etc.), destiné aux institutions du patrimoine (archives, musées et bibliothèques) reprit dans des cadres autonomes. Enfin, en Pologne et en Roumanie, le retour dans le champ des études médiévales d'un nombre de religieux et religieuses ou de théologiens, autrefois interdits ou marginalisés, conduit au renforcement des compétences spécifiques.

Une troisième initiative indépendante fut le *New Europe College* (NEC), fondé à Bucarest en 1994, par le professeur roumain Andrei Pleșu. Membre d'un réseau européen, le NEC



Photo: www.presseurop.eu

Andrei Pleșu

assuma la vocation d'un Institut d'études approfondies interdisciplinaires (sciences humaines, sciences sociales, architecture). La mission du NEC est de fournir un cadre institutionnel de réflexion et des conditions de recherche aux jeunes doctorants et docteurs des pays des Balkans, de Moldavie, d'Ukraine, de Georgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan, grâce à des bourses de recherches, des mobilités, des conférences et des *workshops*. Parmi les historiens qui ont pu profiter des programmes et de la formation offerts par cet établissement, on doit compter surtout les « modernistes » et ceux qui s'intéressent au passé récent et à la mémoire du communisme.

Il n'y a pas de doute que la mobilité individuelle des jeunes historiens joua un rôle tout aussi important dans le renouvellement des écoles historiques des pays de l'Est que les institutions qu'on vient d'évoquer. Néanmoins, cette mobilité individuelle dépendait largement du choix des familles, de la capacité des moyens personnels, des occasions offertes ou saisies. Dans bien des cas, aller étudier dans une université européenne marquait une rupture sans retour avec le pays d'origine. A cet égard, le succès des établissements évoqués fut double. Non seulement, ils ont répondu à une demande satisfaite partiellement par un réseau national, mais ils ont garanti la réinsertion des jeunes chercheurs et leur lien sur place avec la recherche de pointe d'ailleurs.

Violeta BARBU
Directrice de recherches
Académie roumaine
Institut d'Histoire « Nicolae Iorga »

La recherche historique en Roumanie

Le renouvellement méthodologique (III)

L'auteur de cette série d'articles sur la recherche historique en Roumanie, initialement prévue en trois parties, a finalement opté pour une présentation en quatre étapes. Ce choix procède de son désir de mettre en valeur la situation conflictuelle qui s'est présentée personnellement aux chercheurs après la « chute du Mur de Berlin ». Plus qu'une opposition entre l'ancienne et la nouvelle génération, il s'est agi d'un dilemme entre l'ancienne appréhension de la réalité historique et une nouvelle perception de l'évolution des anciens pays de l'Europe de l'Est. L'approche des sources allait enfin pouvoir être scientifique et non plus idéologique. La possibilité existe, ce qui ne signifie pas qu'elle soit utilisée *ipso facto*. De même, si de nouvelles institutions ont été créées pour analyser les archives de l'ancienne *Securitate*, ce n'est pour autant que les anciennes pratiques utilisées ont complètement disparu. Un travail civique important reste à accomplir.

La Rédaction

La réflexion sur les conduites et les modalités de production d'une connaissance socio-historique a connu, au cours des vingt dernières années, des infléchissements significatifs dans les pays de l'Europe centrale et orientale. Deux séries de facteurs, qui relèvent à la fois du mouvement interne des sciences sociales et du contexte politique plus général, ont conjointement produit leurs effets. Sur le plan politique, les changements intervenus depuis 1989, couplés à un processus d'élargissement et de démultiplication des espaces de référence et d'action, ont marqué les paradigmes de recherche, donnant notamment une actualité nouvelle à l'exigence de réflexivité et de renouvellement. Sur le plan intellectuel, le « tournant culturaliste », en mettant l'accent sur la spécificité, voire le caractère irréductible du *local*, a contribué à affiner les connaissances sur le fonctionnement différencié des sociétés et des cultures, tout en entraînant une fragmentation des savoirs et, par là même, leur relativisation.

Les études médiévales, pour une longue période au cœur du dispositif de la recherche historique, demeuraient, en 1990, le champ privilégié d'une continuité ambiguë et paradoxale, sinon perverse. Tout d'un coup, l'ordre des priorités fut renversé. Avant toute autre tentative de revisiter le passé récent, le premier souci et l'urgence absolue, dans les premières années après la « chute du Mur de Berlin », concernait la fortune des documents. D'une manière presque transversale, la minorité non compromise des médiévistes, modernistes et historiens du temps contemporain s'intéressait aux archives du communisme, aux archives secrètes de la police politique ou des structures centrales des partis communistes. Assurer leur intégrité, empêcher la destruction partielle ou totale, ou bien la falsification, les mettre à la disposition publique des chercheurs n'apparaît pas seulement comme un devoir professionnel ou civique. Autour des archives du communisme se déroula une vraie bataille politique, pas encore achevée de nos jours. Pour mieux comprendre l'énormité de la tâche, il suffit de se remémorer les fameux mots du maréchal Pétain devant les archives du régime de Vichy : « Ici, c'est la France ». Quiconque

parmi les historiens médiévistes et les pré-modernistes s'est trouvé engagé dans cette bataille vivait le drame d'un choix radical : abandonner vite et sans regrets un champ de recherche « poussiéreux », à l'écart de tous les enjeux et les urgences du présent, ou rester fidèle à sa vocation, ... mais changer complètement l'approche des sources.

Une fois dissipés les malentendus et la confusion d'un moment historique, éclairé par un très bref sursaut de solidarité professionnelle, le corps décimé des médiévistes se mit à une autre table que les historiens du « totalitarisme communiste ». Formé, au début, des « ex-communistes » recyclés, dont l'expertise semblait incontournable et la conversion douteuse, ce nouveau groupe assez productif et voué à un succès immédiat, puisque légitimé par les enjeux politiques de la transition, tout autant que par l'intérêt du grand public, a rallié également des jeunes historiens débutants ou des « déserteurs » médiévistes ou modernistes.

La levée de la censure qui empêchait l'accès aux archives interdites a dressé un premier grand défi, auquel ni les historiens de l'immédiat, ni les médiévistes ne pouvaient échapper.



www.comeliu-coposu.ro/u/p/image/securitate/harta_gulagului_romanesc_1.jpg

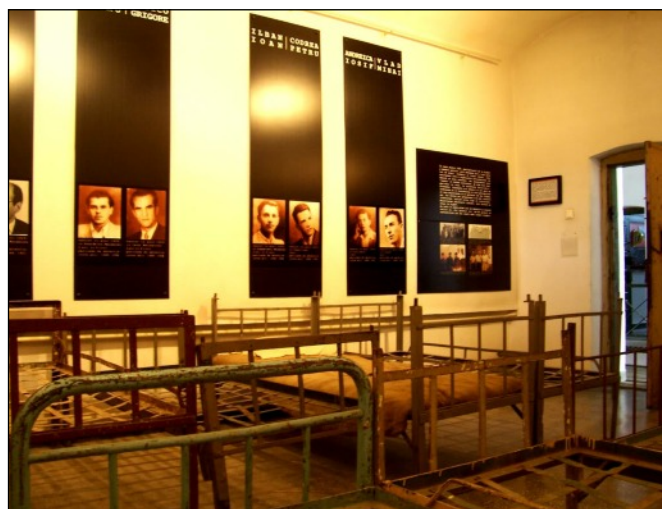
Carte du goulag roumain, actuellement en Suisse, sur la propriété de l'église en bois du Maramureș à Chêne-Bourg (GE)

Est-ce que les nouvelles voies de recherches exigent un nouveau cadre institutionnel ? La réponse fut affirmative, d'autant plus que les tâches spécifiques et les nouvelles équipes avaient besoin d'une légitimité scientifique, par rapport aux anciennes structures de recherches, mais aussi de stabilité financière. Juste après 1990, à Budapest, fut mis sur pied l'*Institut de l'Histoire de la Révolution de 1956*, tandis que, à Bucarest, un groupe d'amis, parmi lesquels des anciens détenus politiques, auxquels se rattachèrent des chercheurs plus jeunes, prirent l'initiative de fonder un *Institut pour l'Etude du Totalitarisme*. La mission privilégiée de ces nouveaux instituts était, justement, la mise en valeur des documents de la répression communiste, puisés dans les archives de l'appareil de répression, en l'occurrence de l'ancienne *Securitate*. Dix ans plus tard, en 2000, le Parlement de la Roumanie a créé le cadre juridique pour l'accès au dossier de surveillance de tous les citoyens, intéressés à savoir de quelle manière l'Etat communiste avait organisé et mis en œuvre la répression individuelle. A ce dessin, une nouvelle institution fut créée, le *Conseil National pour l'Etude des Archives de la Securitate* (CNSAS), auquel furent transférées les archives de l'ancienne police politique. Une autre tâche assignée à cette nouvelle institution était celle de la conspiration des anciens informateurs recrutés par la *Securitate* et de bloquer leur accès aux dignités publiques et à la vie politique. Parmi les centaines de milliers de personnes qui faisaient partie de ce réseau d'informateurs avant 1990, quelques dizaines – seulement – ont été « dévoilées » par le CNSAS. Dans plusieurs cas, la justice allait les « blanchir » par la voie judiciaire. Ce qui fait que, si le CNSAS demeure une institution qui facilite la recherche de l'histoire récente, elle ne peut pas remplir son devoir civique de « dé-conspirer » les collaborateurs civils de la police politique, et elle pourrait encore moins dénoncer publiquement les cadres de l'ancienne *Securitate*, dont elle ne possède que les noms de code.



www.lefigaro.fr/medias/2009/11/13

Les dossiers des archives de l'ancienne *Securitate* s'étendent sur des kilomètres de rayons



http://sighet.ro/wp-content/uploads/2011/01/memorial_sighet_1605_b.jpg

Au « Mémorial de Sighet », un des musées consacrés à la répression des régimes communistes dans les pays de l'Est

En 2004, à la suite de deux initiatives gouvernementales, deux nouveaux instituts de recherche de l'Histoire récente se sont ajoutés à ceux déjà en place : l'*Institut National de la Mémoire de l'Exil* (INMER) et l'*Institut pour l'Etude des Crimes du Communisme*, fusionnés en 2010. Le premier était censé rassembler les archives des exilés politiques roumains à l'étranger et de faire publier leurs témoignages. Sur le modèle de l'association *Memorial* de Russie, l'activité de l'*Institut pour l'Etude des Crimes du Communisme* porte sur des projets visant à récupérer l'identité et la mémoire des victimes de la répression communiste, à l'appui des recherches sur le terrain (tombeaux des partisans exécutés sur place, des paysans tués pour avoir résisté à la collectivisation obligatoire, etc.).

Sans qu'il soit nécessaire de rappeler que chaque époque se donne les sources qui répondent à ses besoins, un changement important s'est produit aussi dans le champ des médiévistes, dont la première tentation fut de reconfigurer le champ des sources, en explorant des territoires nouveaux : les archives religieuses, en occurrence les Archives vaticanes. Pour les équipes diminuées des médiévistes polonais et hongrois, roumains et bulgares, auparavant « engrainés » dans l'édition des chartes nationales, se profilaient de nouveaux chantiers. Contre vents et marées, on s'attela à des entreprises difficiles et coûteuses, mais qui avaient le mérite de créer les conditions nécessaires pour relancer le renouvellement méthodologique. Pour ne donner que quelques exemples, en Hongrie Kálmán Benda et György István Toth ont puisé dans les Archives vaticanes la correspondance des missionnaires catholiques, publiée dans la série *Litterae Missionariorum*, qui comprend six volumes, réalisés en coopération avec l'Institut Hongrois de Rome. Un autre projet, promu par l'Université de Szeged, porte sur les archives des jésuites et des franciscains. Un autre projet national hongrois, digne d'être évoqué dans ce bilan, est celui des répertoires des bibliothèques monastiques et privées de la



<http://foaienationala.files.wordpress.com>

La série *Documenta Romaniae Historica* est publiée par l'Académie roumaine

trésor d'une inestimable richesse. De nouvelles éditions des monuments du vieux slavons, des chartes et des manuscrits d'avant 1396, l'année de la chute du *tzarat* bulgare sous la domination ottomane, sont apparus sous le patronage de l'*Institut Ivan Dujcev*, Fondation indépendante et privée, en collaboration avec les Archives vaticanes et des Fondations japonaises.



<http://foaienationala.files.wordpress.com>

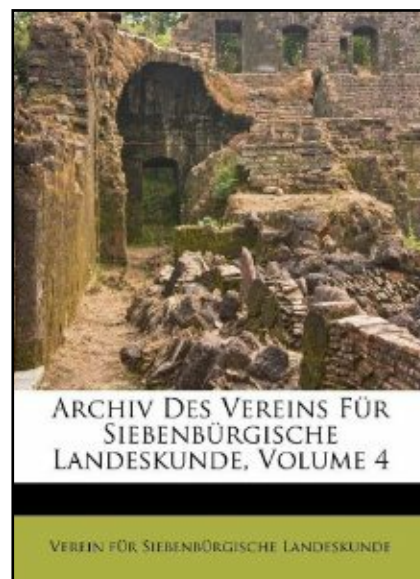
La société « Erdélyi Múzeum » a fêté les 150 ans de sa fondation en 2009

période médiévale (la Bibliothèque royale *Corviniana* digitalisée) et moderne (XVIIe siècle).

L'Institut d'Histoire de Varsovie de l'Académie polonaise valorisa, lui aussi, les archives vaticanes, dans la nouvelle série *Acta Nuntiationum Poloniae*, tandis que les médiévistes bulgares se réjouissaient de l'ouverture, en 1994, des archives ottomanes d'Istanbul,

En Roumanie, trois Instituts d'Histoire – à Bucarest, Iași et Cluj – ont poursuivi le travail d'édition critique de la collection nationale de chartes médiévales *Documenta Romaniae Historica*, divisée en trois séries, selon les régions historiques de la Roumanie : la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie. Depuis 1990, la collection s'est enrichie de 20 nouveaux volumes. Une des tâches, impossible à imaginer avant 1990, fut celle d'intégrer les documents roumains préservés dans les monastères du Mont Athos, qui ont ouvert leurs archives aux chercheurs roumains. En Transylvanie, la Fondation privée *Erdélyi Múzeum* (le Musée de Transylvanie), héritière d'une ancienne société savante fondée au milieu du XIXe siècle, s'inscrit dans le courant général de la mise en valeur des sources et fait publier, dans des séries à part, les chartes des chapitres, les chartes royales, des archives de familles, les registres des villes, les registres de douanes, les conscriptions militaires, les recueils de testaments princiers et nobiliaires. Enfin, la Fondation allemande *Archiv für Siebenbürgische Landeskunde* a repris la publication des documents des villes allemandes de Transylvanie, des répertoires des églises fortifiées et des maisons historiques de la population saxonne, maintenant presque complètement disparue.

Il va sans dire que cette relance de la publication des sources a été accompagnée d'une nouvelle conception du document et d'une nouvelle critique des couches de sens, qui font de chaque pièce un *monument*, selon l'expression de Michel Foucault.



<http://ecx.images-amazon.com/images>

Publication de la Fondation « Archiv für Siebenbürgische Landeskunde »

Violeta BARBU
Directrice de recherches
Académie roumaine
Institut d'Histoire « Nicolae Iorga »



La recherche historique en Roumanie

Quelle Histoire et quelle mémoire enseigner ? (IV)

Dans la partie précédente de cette approche intéressante à plus d'un titre, l'auteur nous disait qu'un travail scientifique important restait à accomplir dans l'approche des sources historiques ; elle allait enfin pouvoir être scientifique et non plus idéologique. Mais il est plus facile de le dire que de le faire, car un travail de mémoire ne s'improvise pas : il faut pouvoir faire la distinction entre l'histoire des faits qui se sont passés et ce qui relève du patrimoine. L'approche scientifique se double d'une approche civique, et le recul manque souvent pour pouvoir se prononcer d'une façon qui ne soit pas ambiguë... Ou comment passer d'une vision unique, univoque, à une sensibilité plurielle qui ne soit pas équivoque.

La Rédaction

La transition que vivent les anciens pays communistes, maintenant membres de l'Union européenne, est une expérience historique sans analogie et sans recette. Elle fut précédée par une rupture de la transmission, tout aussi violente que celle qui accompagna la mise en place de ces régimes, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il ne faut pas s'étonner que le bouleversement qui traversa ces sociétés après la chute du Mur entraîne dans son tourment non seulement les institutions et les systèmes de pensée, mais aussi les liens sociaux. Une telle rupture fut accompagnée d'une crise de la transmission, puisque les nouvelles valeurs se frayaient difficilement un chemin parmi les survivances tenaces des « *ethos* » identitaires, des peurs collectives, des réflexes d'obéissances, de l'absence de responsabilité, du pouvoir de l'idéologie et de la dé-légitimation du politique. En dépit du consensus sur la nécessité de « la rupture avec le passé », on se rend compte, vingt ans après, qu'aucune société ne peut survivre sans ce ciment de sagesse, de convictions collectives, qui se transmet de génération en génération, qui la maintient debout et lui donne assurance devant l'avenir. Sans ce ciment, l'édifice social se déconstruit et la démocratie même, en tant que « la meilleure manière de vivre ensemble », ne suffit pas à donner



Violeta Barbu

L'école à la période communiste : la vision unique et imposée de la société

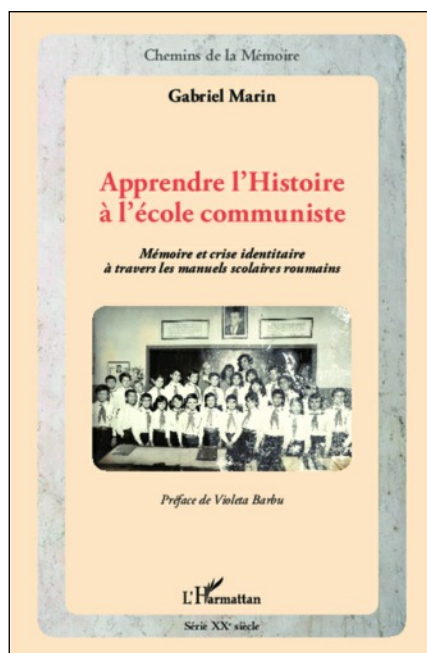
sens, repères et identité aux jeunes générations, en quête d'espérance et de liberté.

Les Roumains sont sortis de la catastrophe du totalitarisme et de la dictature avec le deuil de l'humiliation et avec l'incapacité d'assumer un passé qui ne passait pas. Après la chute du com-

munisme, ils avaient plongé tout d'un coup dans une grave crise économique, sociale et morale. En dépit de difficultés énormes, ils nourrissaient pourtant l'espoir qu'ils allaient vivre mieux que leurs parents ou, de toute façon, avec plus de dignité et de liberté. On sortait à peine d'un passé accablant, comme on sort d'un vide, d'un abîme sur lequel il fallait vite jeter des ponts. Le problème du « vivre dans le vide », c'est qu'il n'y plus de place pour des convictions. Assimilés à la hâte avec les standards et les procédures du processus d'adhésion à l'Union européenne, tous les idéaux de la démocratie et les valeurs européennes, qui pourraient emporter des convictions fortes, semblaient une espèce d'ontologie faible, pour reprendre les mots de Gianni Vattimo. Le mot d'ordre fut « réformer » : réforme de l'économie, réforme des institutions de l'Etat de droit, réforme de la justice, réforme de l'éducation, etc.

Fallait-il aussi « réformer » le passé, le revisiter pour se réconcilier avec l'histoire et la mémoire du communisme ? Devant les consciences des générations de jeunes que la société voulait plus libres, l'Histoire et les historiens ne pouvaient plus rester dans la position de domination idéologique, caractéristique au régime du communisme nationaliste, dominé par le culte dogmatique d'un panthéon sacré.

Les enjeux de cette tâche furent considérables, d'autant plus que la question de la transmission demeurait au cœur de l'objet, tout aussi bien que de la méthode. Après 90, il devenait désormais impossible de détacher l'Histoire de la mémoire, en tant qu'objets de la transmission. Dans la foulée des événements de la transition, une nouvelle approche sur l'histoire nationale et européenne reposait sur le refus d'assimiler le passé à la tradition ou, tout simplement, à un patrimoine, soit-il revisité. Remettre en question l'autorité déterministe du passé ne pouvait se limiter seulement à un désenchantement des mythes historiques de la grande saga nationale. Ce qui manquait, c'était un rapport nouveau avec le vécu qui accueille une expérience historique à la fois collective et personnelle, qu'on appelle *mémoire*. Ce fut un grand défi pour les historiens roumains, obligés à refonder leur métier, leurs outils et leurs méthodes. La mise en crise de l'historiographie devint plus



Une étude récente sur la complexité rencontrée pour transmettre l'Histoire

contradictions, des innovations fragiles et des résistances cachées qui investissent le rapport si complexe entre la transmission d'un passé et la question de l'autorité qui la rend légitime.

Des préjugés féroces et des attentes trop optimistes, des frictions et des collisions, des nostalgies refoulées et des espoirs non partagés ont accompagné les manuels d'histoire optionnels, rédigés à la suite de la réforme de l'enseignement de cette discipline, dix ans après la révolution de décembre 1989. Il ne faut pas se méprendre sur l'intérêt d'un tel sujet pour le lecteur suisse. Qu'il pense à la Roumanie comme le pays d'origine de Constantin Brâncuși, Emile Cioran, Mircea Eliade ou Eugène Ionesco ou bien des groupes de Roms qui « gênent » trop souvent les citoyens et les communautés, son souci ne serait pas de comprendre les enjeux de la difficile transition vers la démocratie. Toutefois, à qui s'interroge sur le futur problématique de l'Europe, dans la compagnie des pays de l'ancien bloc soviétique, il est important de comprendre les discours, les représentations, institutions et les acteurs sociaux qui composent les réseaux organisés autour de l'enseignement de l'Histoire, de notre histoire commune européenne, difficile à partager. A ceux qui aujourd'hui, en Suisse ou ailleurs, réfléchissent à la question du changement, de ce qui doit perdurer ou changer dans notre mémoire commune, afin qu'elle puisse se réconcilier avec la mémoire des autres et soit transmise aux générations suivantes de Suisses, Français, Roumains, Allemands, citoyens de l'Europe, il faut rappeler les responsabilités et les complicités des intellectuels, notamment des historiens, la fatigue du réveil et de l'exténuation devant un futur où l'on espère retrouver les valeurs, autrefois bafouées et déshonorées.

profonde au fur et à mesure que le débat sur ce qu'il fallait rejeter, changer, réutiliser se déroulait sous la pression des enjeux de la réforme du système d'éducation et de la nécessité de casser le monopole du manuel unique. Or, l'éducation, en tant que sphère du pré-politique, possède un fort enracinement temporel, puisqu'elle repose irréductiblement sur l'autorité des générations adultes. Nous voilà plongés dans

une dynamique des

Est-ce que la question des manuels d'histoire touche vraiment des enjeux significatifs dans nos sociétés? Si l'on reconnaît que l'âge des manuels soigneusement et savamment rédigés est passé, si l'on se rend compte que, à l'époque de l'information globale, l'érudition et la beauté du style sont devenus, hélas, des carcasses inutiles, on est moins enclin à diminuer l'impact éducatif et social de ces outils pédagogiques. Les enjeux des manuels d'histoire touchent, sur notre continent, aux valeurs en acte pour apprendre à vivre ensemble et à se respecter, mais aussi aux identités individuelles et collectives, à la transmission d'un patrimoine vif et stable, remodelé par la mémoire. Dans ce sens, il serait intéressant d'évoquer la polémique qui traversa la société roumaine en 1999, suscitée d'abord par le passage du manuel « unique » vers les « manuels optionnels » et, ensuite, par le cas particulier d'un manuel d'histoire, sujet de débat public et de contestation de la part des autorités politiques. Il va sans dire que la rupture entre le discours unique, légitimé par le pouvoir politique et les discours pluriels, légitimés par l'autorité scientifique, reflète les tensions qui ont traversé une société acheminée vers la démocratie, mais également vers la post-modernité contemporaine. Or, ce passage qui oblitérait la modernité même, avant de l'avoir assimilée dans ses données essentielles (autonomie du sujet, mise en question de la tradition), ne fut pas encadré par une réflexion sur la mémoire et la transmission du passé. La raison de ce déficit de réflexion est facile à comprendre : on n'avait pas le temps de faire le deuil du passé, dont les horreurs et les souffrances, à peine effleurés dans les témoignages des survivants des goulags, ne conduisaient pas forcément à une responsabilité assumée par les coupables. Quand l'anamnèse du passé ne relève pas de la mémoire collective et d'une mise en question authentique, elle risque de devenir, soit « une nostalgie sans deuil », soit une hypocrisie tout court. Faire les comptes avec un passé embarrassant, c'était le défi d'un très petit nombre adressé à



Quelques manuels d'Histoire « unique » représentant la vision univoque de la période communiste



Violeta Barbu

Le manuel d'histoire à la source de tous les scandales et finalement interdit...

historique, d'un côté, et de cet empressement politique, de l'autre (Prof. Dr. Sorin MITU (coord.), *Istoria - Manual pentru clasa a XII-a (Histoire - Manuel pour la classe de XIIe)*, Editura Sigma, București, 1999). Peser soigneusement le pour et le contre de ce débat public, c'est faire l'anatomie d'un échec. A bien des égards, le manuel Sigma fut le symbole de la rupture mal vécue avec le passé et d'un espoir immature dans l'avenir européen. Le manuel suscita de vifs débats dans la presse et dans les *talk-show*, et même une motion au Parlement. Il fut interdit par une décision de la ministre de l'Education publique en 2001. Les nostalgiques du discours nationaliste lui reprochaient la mise en dérision de tous les mythes sacrés de

la majorité consentante, visiblement gênée par une telle approche. Il fallait s'adonner le plus vite possible aux promesses d'un futur plein d'espoir, l'adhésion à l'Union européenne, le seul projet politique autour duquel s'organisa le consensus de la société roumaine. Le grand scandale autour d'un manuel d'histoire optionnel est un cas de figure de ce malentendu his-

toire nationale, le bric-à-brac des images, la précarité des outils pédagogiques. Les « réformistes » étaient, eux aussi, mécontents. Au lieu d'une réconciliation intelligente et critique avec le passé, les élèves étaient invités à une démythification réductive et parfois violente. A la place d'une approche rationnelle et plurielle des faits et des idées, une pédagogie du traumatique et de l'édifiant. Au lieu d'inciter au questionnement, qui est le fondement de toute pensée libre et critique, le manuel jouait sur la contestation des vieux schémas, comme si l'on tentait de sauver un contenu appauvri, par le courage de ne pas s'engager dans la complexité.

Bref, le manuel Sigma témoignait vivement d'une forte crise du savoir et de la pédagogie de l'histoire, mais, surtout, d'un écart entre la mémoire et l'Histoire. Néanmoins, il nous a révélé, à nous, les historiens, mais aussi à notre société, la nécessité de la compétence digne de transmettre ce qu'elle sait et nous a mis en garde contre deux risques majeurs : les carences factuelles et l'absence de la mémoire. La réforme des manuels d'histoire a révélé, surtout, l'urgence de susciter les exigences de vérité et de responsabilité dans la nouvelle génération, par rapport à la mémoire et au patrimoine historique, cette urgence qui nous rend plus forts contre le terrifiant vertige de destruction, d'incertitude et d'anxiété devant le futur. Il n'est d'avenir qu'en proportion de la mémoire que nous saurons garder et transmettre à ceux qui nous suivent.

Violeta BARBU
Directrice de recherches
Académie roumaine
Institut d'Histoire « Nicolae Iorga »

Memoria.ro

En relation directe avec le sujet traité dans l'article ci-dessus, nous voudrions vous rappeler la revue *MEMORIA-Revista gândirii arestate*, à laquelle nous avons déjà fait allusion dans le N° 43 de cette publication. Editée par la Fundația Culturală Memoria, sous l'égide de l'Union des écrivains de Roumanie, elle n'est qu'un des nombreux aspects de ce que l'on peut trouver sur le site « www.memoria.ro ».

Créé par la Fondation Aspera, ce site est une *bibliothèque digitale* composée d'interviews, d'autobiographies, d'études d'histoire orale, de livres et images de l'histoire récente de la Roumanie, présentant des événements politiques, sociaux et culturels du XXe siècle, tels qu'ils se reflètent dans la conscience de ceux qui les ont vécus.

Depuis février dernier, www.memoria.ro se présente sous sa troisième version, ayant ajouté de nouveaux documents et ayant modernisé sa base de données.

Nous vous invitons aussi à découvrir les nouveautés en parcourant les « salles de lecture » de leur bibliothèque digitale !

Le site est disponible en quatre langues : roumain, français, anglais et allemand.

OVR dans une revue historique roumaine

Fundația Culturală Memoria

[* Reprise de l'article paru en avril 2012, au début de la publication de la série d'articles de Mme Violeta BARBU]

Dans nos discussions, lors de notre rencontre en septembre dernier (voir l'article sur « La recherche historique en Roumanie ») – Violeta Barbu, Pierre Lebacqz et moi-même –, sur le rôle qu'avait joué OVR dans la prise de conscience de la situation roumaine de la fin des années 1980, nous nous sommes tous étonnés de la méconnaissance réciproque que nous avons de l'action des uns et des autres, tant en Roumanie qu'en Europe occidentale, à cette époque. Violeta Barbu nous apprit que c'est à travers nos discussions qu'elle venait de découvrir les éléments décisifs dans l'initiative et dans la mise en place de l'OVR; elle reconnut que, jusqu'alors, elle avait ignoré la portée réelle du mouvement, les lettres envoyées aux autorités et le fait que OVR est encore actif en Roumanie.

Devant cette prise de conscience tardive du rôle joué par l'OVR, plus de 20 ans après les événements, elle nous fit part de la réflexion que si elle, comme bien d'autres de ses collègues historiens, n'en savait déjà pas grand chose, il serait peut-être utile de faire connaître davantage cette réalité dans le monde roumain, en roumain. Et elle nous proposa de nous mettre en contact avec une revue historique privilégiant la mémoire de ce qui s'est effectivement passé durant la période communiste et des conséquences actuelles encore ressenties.

La revue proposée, *MEMORIA - Revista gândirii arestate*,

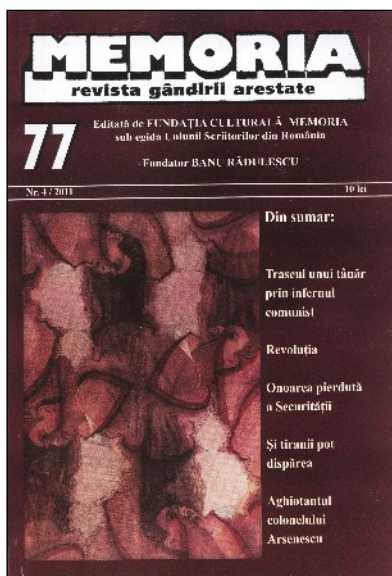


Photo: Hubert Rosset

est éditée par la « Fundația Culturală Memoria », sous l'égide de l'Union des écrivains de Roumanie. Nous trouvons le nom d'Ana Blandiana dans le Conseil consultatif de référence, ce qui est un gage de sérieux et de crédibilité. Les contacts pris avec la Secrétaire générale de rédaction ont abouti à la décision de présenter le mouvement OVR en deux volets dans leur revue trimestrielle. La première partie a été publiée dans le numéro

de décembre dernier (77, Nr. 4 / 2011) sous le titre: « Opération Villages Roumains (OVR), o ONG atipică ». L'article met en

évidence la spécificité de ce mouvement atypique dans le monde rural prédominant, ainsi que sa structure et la priorité apportée au développement local. La seconde partie va paraître incessamment, dans le numéro de mars, montrant l'évolution et le devenir de l'association.

L'article se termine en insistant sur deux éléments importants. Le premier est que le sigle OVR est synonyme de mouvement de solidarité qui résiste au temps. Francisc Giurgiu, le président de la branche roumaine de l'association, le rappelait encore lors des célébrations du 20e anniversaire: « OVR a été le premier promoteur de la formation de la société civile dans le village et dans la commune après 1990, l'initiateur des comités locaux et, plus tard, d'associations et de fondations juridiques établies en vertu de la législation de l'époque. (...) Le travail de fourmi, l'effet boule de neige qui en constitue la base et le concept d'OVR, ont permis le rapprochement entre les citoyens de l'Union européenne, le développement et la consolidation de ces relations, et ont permis un lien solide entre les niveaux locaux et le pouvoir central » (1).

Le second élément mis en évidence est le fait que, quelles que soient les difficultés rencontrées, OVR devrait garder ce rôle de « niche » et de subsidiarité dans son implication vis-à-vis du monde roumain actuel : primauté au monde rural puisqu'il est largement dominant et défavorisé ! L'incrédulité du début a fait place à l'évidence : « C'est là le miracle : l'improbable dialogue a eu lieu ! » a constaté l'écrivain et académicien roumain Marian Papahagi (2). Et l'article d'insister sur une autre évidence : l'esprit OVR doit subsister ! Ce qui a été à la base de ce mouvement citoyen ne peut s'effondrer, car il s'agit essentiellement de la richesse des relations entre des « citoyens de base ». La dimension humaine doit toujours primer sur les autres lorsqu'il est question de communautés socio-économiques. Et les villages en sont les tout premiers noyaux.

Hubert ROSSEL

(1) in: *Le Réseau*, Numéro spécial, Été 2009, pp. 2-3

(2) Cette affirmation est tirée d'un texte écrit en français, le 22 février 1990, par l'écrivain et académicien roumain Marian Papahagi. Nous ignorons le but dans lequel ces quelques mots ont été écrits par ce critique littéraire, essayiste et traducteur roumain, ancien directeur de l'Académie roumaine à Rome. Mais ces réflexions reflètent parfaitement l'étonnement, de certains intellectuels roumains face au mouvement naissant de l'OVR. C'est en visitant les archives du *Mundaneum*, à Mons, que Francisc Giurgiu a pu obtenir un exemplaire (à double) du document, publié dans : *Le Réseau*, N° 34, avril 2009, p. 5.